Politique à Gauche

GUE/NGL
Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique
European United Left/Nordic Green Left
Groupe Parlementaire · Parliamentary Group
PARLEMENT EUROPEEN · EUROPEAN PARLIAMENT

n°46 / Juillet-novembre 2014

LA LETTRE D'INFORMATION DU DÉPUTÉ EUROPÉEN JEAN-LUC MÉLENCHON

Un nouveau groupe GUE/NGL plus fort et paritaire

Après les élections européennes, le groupe GUE/NGL dont je suis membre a été largement renforcé. **Nous sommes passés de 35 à 52 membres.** Et nous sommes le seul groupe exactement paritaire. **Nous comptons 26 femmes et 26 hommes.**

Cet accroissement du nombre de députés de la GUE/NGL repose essentiellement sur les **excellents résultats de nos partis amis de Grèce et d'Espagne**.

En effet, Syriza et Podemos, tout particulièrement, ont réussi d'excellents résultats. **Syriza devient la première force politique de Grèce avec plus de 26 % des voix**. Quant à **Podemos, c'est la véritable surprise de cette élection**. Inexistants quelques mois avant, ils atteignent les 8 %. Leur ascension semble irrésistible. Les sondages viennent d'en faire **la première force d'Espagne en prévision des élections législatives** de l'an prochain. En Grèce aussi, Syriza est aux portes du pouvoir.

C'est le « qu'ils s'en aillent tous » qui est la force en expansion dans ces pays.

Au nom de ce groupe, je siégerai à la commission des affaires étrangères et je participerai à la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine.

Dans ces instances comme au parlement **je continue à défendre le programme pour lequel les Françaises et les Français m'ont réélu député européen.**

Je continue à **informer les citoyens** de ce qui se trame dans ces institutions antidémocratiques.

Je continue à **résister et m'opposer à cette Europe libérale**, à voter contre une commission européenne libérale.

Je mets tout mettre en œuvre pour **stopper le Grand Marché Transatlantique**.

Plus que jamais, il est essentiel de **rompre avec les traités européens et de désobéir** à toute mesure européenne contraire à l'intérêt général.

Sommaire :

- La situation en Ukraine
- L'accord UE-Canada
- Une commission contre le peuple

Sur la situation en Ukraine

J'ai voté contre une résolution commune des groupes ECR, S&D, PPE, Verts/ALE, ALDE

Cette résolution belliqueuse ne vise qu'a envenimer la crise Ukrainienne dans le but avoué de l'arrimer à l'Europe et à l'OTAN, au détriment de sa souveraineté et de ses intérêts économiques. **Sans aucun équilibre** ce texte dénonce l'action « des mercenaires russes » mais ne condamne aucunement le gouvernement de fait en place à Kiev. Alors que celui-ci comporte plusieurs ministres néo-nazis et qu'il emploie la force armée contre son propre peuple. Le rattachement de la Crimée à la Russie voté à une large majorité par referendum est dénoncé comme « une annexion ». Mais pas un mot n'est prononcé pour condamner le massacre d'Odessa, dont ont été victimes des opposants russophones. Enfin **le texte se félicite de la récente signature de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine qui est dangereux pour l'économie ukrainienne, va compromettre durablement l'unité du pays et agresser la Russie.**

Je me suis prononcé contre les sanctions à la Russie et contre le soutien de l'UE aux néo-nazis ukrainiens

En septembre, **j'ai voté contre une Résolution inique qui dénonce « l'agression » Russe en Ukraine et demande le maintien des sanctions contre la Russie**. Pour justifier ces prise de position elle présente comme des faits avérés des affirmation très discutable comme « l'impossibilité des enquêteurs à accéder au site du crash du MH17 »ou la présence d'un « flux continu d'armes et de munitions en provenance de la Russie ». Mais sans aucune réaction quant à la présence de Svoboda au gouvernement. Ou sur la division Azof qui compose le gros des troupes ukrainiennes et qui a le même emblème que la division nazi Das Reich responsable entre autre du massacre d'Oradour sur Glane. **J'ai voté contre ce texte belliciste. Je me réjouis donc des défaites des bandes armées « Ukrainiennes » et de leurs soutiens néo-nazis.**

En juillet, j'ai proposé une résolution au nom du groupe GUE/NGL

Cette résolution souligne que **la profonde crise politique que connaît actuellement l'Ukraine ne peut être résolue par les armes**, mais par un débat national approfondi sur les réformes économiques, politiques et constitutionnelles dont a besoin le pays, ainsi que sur son orientation géopolitique. Elle demande instamment au président Porochenko de mettre fin à l'action militaire.

Elle demande à la Russie, à l'Union européenne et aux États-Unis de ne plus alimenter le conflit en apportant un soutien politique et matériel – y compris militaire – aux parties au conflit, de commencer à contribuer à la création d'un nouveau pacte social entre les différentes catégories de population du pays qui reconnaisse que la diversité ukrainienne constitue un élément fortement positif de l'identité nationale, et d'œuvrer en faveur de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du pays.

Elle demande **une enquête indépendante et approfondie de toutes les violations des droits de l'homme**, notamment les crimes de guerre, les cas liés aux actes de violence qui ont eu lieu à Odessa le 2 mai 2014 et les cas liés aux manifestations de la place Maïdan, ainsi qu'une enquête sur les responsables d'injustices; insiste sur le fait que ce processus doit être mené de façon à instaurer de la confiance dans l'enquête et le procès, permettant ainsi aux communautés concernées d'en accepter pleinement les conclusions.

Elle exprime sa profonde préoccupation face aux **conséquences des politiques qui ont été décidées par le nouveau gouvernement à la suite des conditions fixées par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne** et déplore que l'on fasse payer la population de l'Ukraine pour la politique erronée des gouvernements précédents plutôt que d'imposer les oligarques ukrainiens.

Enfin, elle exprime sa profonde **préoccupation face au rôle politique des nationalistes d'extrême droite et des forces xénophobes** dans la politique ukrainienne et condamne les attaques perpétrées contre le parti communiste, ainsi que les tentatives visant à l'interdire.

Bien évidemment dans cette instance très démocratique qu'est le Parlement européen, **une telle résolution n'a pas été soumise au vote !**

NON à l'accord opaque UE-Canada

Ce vendredi 26 septembre, dans le plus grand secret, était organisé un sommet entre l'Union européenne (UE) et le Canada, à Ottawa.

Il s'agissait principalement de finaliser l'accord économique et commercial global, AEGC (CETA en anglais) en cours de négociation depuis 2009. A l'instar du Grand Marché Transatlantique, cet accord a été négocié dans le dos des peuples.

Il vise à déréguler le commerce entre l'Union européenne et le Canada.

Mais, signe de l'habituelle opacité de la Commission : **la procédure exacte de ratification de cet accord reste inconnue**.

En effet, avant d'entrer en vigueur, ce traité doit être ratifié par le Conseil. La France déclare finalement par la voix de Laurent Fabius et de Matthias Felk, secrétaire d'état au commerce extérieur « ne pas avoir pris position sur le sujet » après que Nicole Bricq se fut exprimée contre le mécanisme de règlement des différends. L'Allemagne, elle, prétend s'opposer à l'inclusion des tribunaux d'arbitrage dans l'accord. Aussi, la Commission envisage, pour s'assurer de la ratification, que **le vote soit à la majorité qualifiée et non pas à l'unanimité**.

L'approbation de l'accord sera également soumise aux parlementaires européens. Mais il est à parier que, comme en décembre 2013 lors du vote d'une résolution concernant cet accord, la droite et les socio-libéraux sauront s'entendre pour l'approuver.

Cependant, **il s'agit d'un accord « mixte » comprenant des éléments qui relèvent de la compétence exclusive de l'UE et des matières sur lesquelles les Etats gardent une pleine compétence**. Dès lors, les Parlements nationaux sont fondés à s'exprimer. Pourtant la Commission, en exploitant le flou juridique du traité de Lisbonne, entend **se passer de l'avis des Parlements nationaux et donc des peuples** à même de faire pression sur leurs élus. C'est d'ailleurs le même procédé qu'elle cherche mettre en œuvre pour la ratification du Grand Marché Transatlantique

Je m'oppose à cet accord et réclame qu'il soit soumis aux Parlements nationaux avant toute ratification !

Le 17 septembre, j'interpellais la Commission sur l'accord UE-Canada

Des fuites concernant l'accord de libre-échange UE-Canada (CETA) révèle que le volet cmécanisme de règlement des différents » est toujours présent.

Il s'agit de la mise en place de tribunaux d'arbitrage privé qui permettent aux actionnaires de se soustraire au droit des états et de leurs faire infliger cependant de colossales indemnités si leurs profits à venir sont mis en cause. Pourtant une consultation publique avait indiqué que la population européenne y était majoritairement opposée. Ainsi **la Commission européenne n'a au final tenu aucun compte de l'avis des citoyens qu'elle avait elle-même sollicité**.

Or c'est le même procédé de consultation publique qui a été mis en place cet été au sujet de l'inclusion du mécanisme de « règlement des différents » dans le Grand Marché Transatlantique (GMT). Les résultats complets de cette consultation sont prévus pour novembre.

La Commission envisage t-elle de suivre cette fois-ci les avis formulés lors de la consultation ?

Question à la Commision

D'où vient le pétrole européen ?

Lors d'une réunion de la commission des affaires étrangère du Parlement européen nous avons appris avec stupeur que **l'UE se fournirait en pétrole auprès de l'État islamique**. Jana Hybaskova l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak, a ainsi affirmé le 2 septembre au sujet du pétrole irakien de l'État islamique (EI) : « Malheureusement, des États membres de l'UE achètent ce pétrole ».

Sachant que, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié en août, l'État islamique contrôle pas moins de sept champs pétroliers en Irak, pour une production de 80 000 barils par jour. Certains experts calculent que **ce trafic de pétrole illicite permet à l'EI d'engranger entre 1,5 et 3 millions de dollars par jour**.

La Commission entend-elle prendre des mesures pour empêcher que l'UE finance directement ce groupe ?

Alors que les services de la diplomatie européenne ont affirmé peu après devant les eurodéputés à Bruxelles qu'« il n'y (avait) aucune preuve » pour confirmer les accusations de l'ambassadrice en Irak.

La Commission peut-elle faire la lumière sur ces accusations ? Comme le demandait d'ailleurs la dernière résolution du Parlement européen à ce sujet.

J'ai voté CONTRE la commission Juncker

Alors que le Parlement avait exprimé ses doutes sur 6 des 28 candidats et demandé un rattrapage pour 4 d'entre eux, **Juncker est passé en force pour imposer le collège des commissaires** que le Parlement vient d'approuver. Fruit d'un accord entre la droite et les sociaux libéraux cette Commission est illégitime et dangereuse.

Sa composition révèle une Commission au service des multinationales : le lobbyiste financier Jonathan Hill est chargé de la régulation des secteurs financiers. Miguel Canete, ancien dirigeant de société pétrolière est nommé Commissaire à l'énergie et à l'action climatique. Ou encore Cecila Malmström qui défend le principe des tribunaux d'arbitrage qui est en charge du commerce et donc de la négociation du Grand Marché Transatlantique.

J'ai voté contre cette équipe.

Audition de Federica Mogherini par la Commission des affaires étrangères

Lundi 6 octobre, la commission des Affaires étrangères du Parlement Européen auditionnait Federica Mogherini, candidate au poste de haute représentante de l'UE au sein de la Commission européenne.
L'occasion pour moi de l'interpeller au sujet du Changement climatique, comme source de perturbation pour les Nations qui en sont affectées et plus particulièrement sur la position qu'elle entend défendre lors du prochain sommet climatique à Paris. Je l'ai également interrogée sur les problèmes liés à la volatilité du dollar alors que de nombreux pays (Russie, Chine, Brésil, …) entendent s'affranchir de la violence Etats-unienne exercée à travers sa monnaie.